Compte rendu du comité technique du 18/10/2016

Le **18 octobre 2016**, a eu lieu, à l'Hôtel de Ville de Perpignan, la réunion du Comité Technique du Personnel de la Ville de PERPIGNAN.

MEMBRES TITULAIRES REPRESENTANT LA COLLECTIVITE :

- **Madame Danièle PAGES**, Adjoint au Maire
- **Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN**, Adjoint au Maire
- **Madame Nathalie BEAUFILS**, Adjoint au Maire
- **Madame Nicole AMOUROUX**, Conseiller Municipal, suppléante de Monsieur Jean-Marc PUJOL, titulaire excusé
- **Madame Francine ENRIQUE**, Conseiller Municipal, suppléante de Madame Fatima DAHINE, titulaire excusée
- **Monsieur Jean-Pierre BROUSSE**, Directeur Général des Services

MEMBRES TITULAIRES REPRESENTANT LE PERSONNEL :

- **Monsieur Jean-Jacques PARAIRE**, Technicien Territorial Principal 2^{ème} Classe
- **Madame Noëlle MAURY**, Adjoint Administratif Principal 2^{ème} Classe
- **Monsieur Stéphane MAROSELLI**, Technicien Territorial
- **Madame Laurence BELLOT**, ATSEM Principal 1^{ère} Classe, suppléante de Madame Catherine FERREOL, titulaire excusée,
- **Monsieur Frédéric PUIGSEGUR**, Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe, suppléant de Madame Véronique DANOY, titulaire excusée
- **Madame Brigitte PAYROU-NEVEU**, Attaché Territorial, suppléante de Monsieur Pierre JIMENEZ, titulaire excusé
- **Monsieur Georges BOTET**, Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe

MEMBRES SUPPLEANTS REPRESENTANT LE PERSONNEL :

- **Monsieur Eric PUIG**, Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe
- **Monsieur Patrick ALIBERT**, Adjoint Technique Principal 1^{ère} Classe

A titre d'experts de l'administration :

- **Monsieur Arnaud LEBRUN**, Directeur de la Police Municipale, pour le dossier concernant la réorganisation du Pôle Proximité et le dossier concernant la Délégation de Service Public (DSP) pour la Gestion et l'exploitation de la fourrière automobile.
- **Madame Jeanne GOT**, Directrice de la Population, du Domaine Public et des Elections pour le dossier concernant la DSP Gestion et Exploitation Marché aux Antiquaires et Brocanteurs et Marché livres anciens
- **Madame Sylviane BLANC**, Directrice Adjointe de la Direction Cadre de Vie, pour le dossier concernant la réorganisation de la Division Voirie
- **Madame Laure HENRY**, Directrice de la Direction Développement Social, Jeunesse et Politique de la Ville, pour le dossier concernant la Fusion des centres sociaux St Jacques et St Matthieu et le changement d'appellation des centres sociaux

Secrétariat Technique :

- **Monsieur Frédéric CARBONNE**, Directeur de la DRH,
- **Madame Martine LARESCHE**, Rédacteur Principal 1^{ère} Classe à la DRH, Division Organisation Etudes Conseil

ORDRE DU JOUR :

- 1. APPROBATION PV COMITE TECHNIQUE DU 13 SEPTEMBRE 2016**
- 2. DEPARTEMENT PROXIMITE, CITOYENNETE ET SECURITE PUBLIQUE**
 - 2.1 - DIRECTION DE LA POLICE MUNICIPALE**, Réorganisation du pôle proximité
 - 2.2 - DIRECTION DE LA POLICE MUNICIPALE**, DSP Gestion et Exploitation de la fourrière automobile
 - 2.3 – DIRECTION DE LA POPULATION**, DSP Gestion et Exploitation Marché aux Antiquaires et Brocanteurs et Marché livres anciens
 - 2.4 – DIRECTION CADRE DE VIE**, Réorganisation de la Division Voirie
- 3. DEPARTEMENT CITOYENNETE, VIE SOCIALE, CULTURELLE, SPORTIVE ET EDUCATIVE**
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA JEUNESSE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE, Fusion des centres sociaux St Jacques et St Matthieu et changement d'appellation des centres sociaux
- 4. DIRECTION DE LA COMMUNICATION**
Rattachement des Relations Publiques à la Direction de la Communication

Madame Danièle PAGES, après avoir salué les membres du Comité Technique, procède à l'appel des représentants de la Collectivité et du Personnel.

Madame Nicole AMOUROUX est désignée en qualité de secrétaire de séance et Monsieur Frédéric PUIGSEGUR, en qualité de secrétaire adjoint.

L'ordre du jour est ensuite abordé.

1. APPROBATION PV COMITE TECHNIQUE DU 13 SEPTEMBRE 2016

Madame Danièle PAGES demande si ce PV soulève des questions.

En l'absence d'observations, elle propose de recueillir les votes.

VOTES

Avis Favorable à l'unanimité des deux collèges.

Madame Danièle PAGES soumet aux membres du Comité, un changement dans l'ordre de passage des dossiers, afin de répondre à des impératifs d'emploi du temps.

Elle propose que le dossier concernant les Relations Publiques soit présenté en premier.

En l'absence d'objection, cet ordre de passage est appliqué.

4. DIRECTION DE LA COMMUNICATION

Rattachement des Relations Publiques à la Direction de la Communication

Madame Danièle PAGES accueille Madame Sandra COGNET et lui passe la parole pour la présentation de ce dossier.

Madame Sandra COGNET explique qu'à la suite du départ à la retraite du Directeur des Relations Publiques, une bourse interne a été publiée au printemps, afin d'assurer son remplacement.

Compte tenu du peu de candidatures enregistrées, aucun profil correspondant à ce poste n'a pu être retenu.

Il a donc été décidé de confier cette mission, pour une période d'essai, à un agent de catégorie C présentant des compétences pouvant correspondre à cet emploi. Après quelques mois, il s'est avéré que ce profil ne correspondait pas et il a donc été décidé de rapprocher les services Communication et Relations Publiques, sous une seule direction, la Direction de la Communication, placée sous l'autorité du Directeur de Cabinet.

Elle rappelle que les services communication et relations publiques travaillent dans les mêmes secteurs, à savoir l'événementiel, la promotion de l'image de la Ville, des commémorations et autres manifestations officielles.

C'est pourquoi, même si les métiers sont différents, ces deux services sont étroitement liés.

Il est donc proposé de réorganiser la Direction des Relations Publiques afin de la fusionner avec la Direction de la Communication.

Elle précise qu'à ce jour, la comptabilité de la Communication et de la DRP est mutualisée depuis plus d'un an et que cela fonctionne très bien.

Enfin, une bourse interne a été publiée afin de compléter l'équipe de la DRP, compte tenu du départ à la retraite des deux directeurs et du travail conséquent qui doit être fait en amont et qui n'est pas toujours visible.

Madame Danièle PAGES demande à Madame Sandra COGNET quel est le lieu géographique de ce service.

Madame Sandra COGNET répond qu'à l'origine la DRP était basée à l'Hôtel Pams et qu'il a été décidé, pour une meilleure organisation, une unité de lieu. En conséquence, la DRP se situera au rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET a compris qu'un agent de catégorie A, a été remplacé par un agent de Catégorie C, mais que cela n'a pas été un succès.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU demande quel sera le devenir des locaux occupés par la DRP à l'Hôtel Pams.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Monsieur Jean-Pierre BROUSSE.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE indique que deux raisons ont motivé le transfert de la DRP à l'Hôtel de Ville.

Il s'agissait, d'une part, de rapprocher ce service de la Direction de la Communication, et d'autre part, de libérer ces locaux à l'Hôtel Pams, en raison d'un projet actuellement à l'étude pour l'implantation d'importants services sur ce site. Il ajoute que, pour le moment, il n'est pas en mesure de donner davantage de précisions, mais que les membres du CT seront tenus informés.

Madame Danièle PAGES, en l'absence d'autres questions, remercie Madame Sandra COGNET qui quitte la séance.
Elle recueille ensuite les votes.

VOTES

Collège Représentants Personnel		Collège Représentants Collectivité	
Pour :	5 (FO)	Pour :	6
Abstention :	2 (1 SUD – 1 UNSA)	Abstention :	0
Contre :	0	Contre :	0

2. DEPARTEMENT PROXIMITE, CITOYENNETE ET SECURITE PUBLIQUE

2.1 - DIRECTION DE LA POLICE MUNICIPALE, Réorganisation du pôle proximité

Madame Danièle PAGES accueille Monsieur Arnaud LEBRUN et lui donne la parole.

Monsieur Arnaud LEBRUN explique que la Police Municipale est actuellement organisée autour des mairies de quartiers, en 5 secteurs. Chaque mairie de quartier dispose d'une équipe de policiers municipaux qui œuvrent uniquement sur le périmètre de la mairie de quartier.

Il est proposé de réunir l'ensemble des agents qui sont dans ces mairies de quartiers, au sein d'une seule brigade territoriale qui aurait vocation à se projeter sur l'ensemble du territoire.

Cela signifie que les agents ne seront plus spécialisés sur un secteur particulier mais seront appelés à intervenir sur tout le territoire.

En effet, à l'heure actuelle, chaque mairie de quartier dispose de 6 à 7 agents.

Compte tenu des temps d'absences, cela signifie que les équipes du matin et de l'après-midi sont uniquement composées de 2 agents, ce qui peut s'avérer insuffisant pour régler certains problèmes. Par ailleurs, en raison de la vastitude des secteurs, ces deux agents ne sont pas visibles au niveau de la population.

La constitution de cette brigade permettra d'envoyer sur les problèmes identifiés, un plus grand nombre d'agents sur le terrain qui seront visibles par les riverains.

La brigade territoriale sera dirigée par 4 permanenciers, chefs de service ou brigadiers chefs principaux expérimentés, qui auront vocation à distribuer les missions données par le Bureau d'Ordre, contrôler le travail des agents, récupérer

les informations sur les résultats des actions menées et les répercuter auprès des autorités (maires de quartiers, Monsieur le Maire et maire-adjoint délégué à la sécurité).

Par ailleurs, les 22 recrutements prévus en janvier prochain, permettront de renforcer les brigades d'intervention qui étaient limitées en nombre. En effet, ces dernières interviennent sur l'ensemble du territoire et seules deux brigades intervenaient le soir, ce qui n'était pas suffisant sur certains secteurs difficiles de la Ville.

L'augmentation des effectifs de ces brigades d'intervention va aussi permettre de mettre un terme au tableau d'astreinte pour la surveillance des marchés du dimanche matin.

Enfin, la brigade des fourrières (Unité Légère de Stationnement - ULS) sera supprimée et ces missions seront prises en charge par la Brigade Territoriale puisque le nombre d'enlèvement de véhicules est en chute libre, ce qui a par ailleurs entraîné la résiliation de la DSP de la fourrière automobile.

Au niveau des agents de la proximité, outre le fait qu'ils sont dissociés d'un territoire particulier, il n'y aura pas de changement au niveau des horaires, avec un cycle du mardi au samedi.

Quant aux agents de l'ULS, ils seront affectés dans les équipes, soit de proximité, soit d'intervention.

Il ajoute que lors des discussions intervenues avec les représentants du personnel, il a été demandé que les agents puissent émettre un vœu quant à leur nouvelle affectation.

Les agents de police municipale auront donc la possibilité, soit de rester en brigade territoriale, soit de se porter candidat sur un poste au sein des brigades d'intervention. De même, les agents référents qui encadrent les équipes de proximité auront également la possibilité d'émettre un vœu pour devenir, soit référent territorial, soit permanencier de la Brigade Territoriale.

Il explique que les référents territoriaux sont les agents qui vont rester au contact des maires de quartiers et des directeurs de mairies. Ils recevront les informations et les nécessités en matière de police afin de les relayer au niveau de la direction, pour mettre en œuvre les missions qui pourront engager la Brigade Territoriale mais également la Brigade d'interventions ou encore l'UMIR (l'Unité Mobile d'Intervention Rapide).

Ces référents travailleront sur les horaires des mairies de quartiers, du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 13h à 17h24.

Madame Danièle PAGES remercie Monsieur Arnaud LEBRUN et passe la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET relève que Monsieur Arnaud LEBRUN vient d'indiquer les horaires de travail mais que cela ne figurait pas dans le dossier du CT.

Il ajoute que les nouveaux agents recrutés pour les brigades d'intervention doivent suivre les formations obligatoires de 6 mois et ne sont donc pas immédiatement opérationnels.

Par ailleurs, il indique que l'organisation qui était en place au niveau des mairies de quartiers était efficace et il craint que la modification prévue, en raison de la multitude d'intermédiaires, n'aboutisse à un retard au niveau de la réactivité.

Il ajoute que les effectifs au niveau des brigades d'intervention ou de la brigade territoriale sont réduits car les agents recrutés, qui sont, pour la plupart, des anciens commandos, sont affectés en priorité sur les brigades UMIR, au détriment des brigades de secteurs.

Il estime donc que cette nouvelle organisation aboutit à la disparition d'une police de proximité, au profit d'une police de répression.

Il considère que la police municipale a été scindée en deux secteurs, à savoir une équipe regroupant, d'une part, l'élite (UMIR et Interventions) et, d'autre part les policiers municipaux traditionnels. Il semblerait donc qu'il y ait au sein de la PM une police à deux niveaux, ce qui ne peut qu'engendrer une mauvaise ambiance au niveau du travail.

Or, il rappelle que ces militaires doivent être formés au métier spécifique de policiers municipaux qui est totalement différent, notamment au niveau des prérogatives judiciaires et que ces agents ne sont véritablement opérationnels qu'au bout des 6 mois de formation.

Il ajoute que la presse s'est récemment fait l'écho de contrôles policiers ayant eu pour conséquence des débordements dans les quartiers et le caillassage de véhicules de policiers municipaux.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Monsieur Arnaud LEBRUN.

Monsieur Arnaud LEBRUN indique que les policiers municipaux ne sont pas les seules victimes de caillassage puisque c'est également le cas des policiers nationaux, ainsi que le confirme l'actualité.

En effet, la détérioration au niveau du tissu social fait que les délinquants sont de plus en plus audacieux et ne craignent plus de s'attaquer aux forces de l'ordre.

Pour ce qui concerne l'UMIR, il confirme que cette unité est constituée d'anciens militaires, gendarmes ou policiers issus de la police nationale. Il rappelle qu'à l'origine l'UMIR avait un objectif répressif, c'est-à-dire qu'elle était destinée à être envoyée sur des cas très difficiles, notamment dans les cités, afin de traiter des problèmes que la police de proximité—compte tenu de sa nature- n'était pas en mesure de traiter. En effet, un policier qui patrouille tous les jours dans un quartier et qui a une action répressive sur un groupe, n'est plus en capacité d'exercer une mission de proximité. C'est la raison pour laquelle les parties proximité et répressive ont été dissociées.

Il indique à Monsieur Georges BOTET que si la volonté avait été de supprimer la proximité, il aurait suffi de constituer uniquement 2 brigades UMIR. Or, ce n'est pas le cas puisqu'une brigade territoriale de proximité, constituée majoritairement des anciens agents de la proximité et des mairies de quartiers, est maintenue.

Ces agents sont rompus au dialogue et à la médiation. Non identifiés comme répressifs vis-à-vis de la population, ils peuvent, de ce fait, continuer leurs missions

de proximité. De surcroît, ces agents connaissent, par le biais de la rotation, tous les quartiers de la Ville.

Madame Danièle PAGES souhaite apporter une précision quant à la formation pour les agents issus de la gendarmerie ou de l'armée. En effet, les agents recrutés au mois de juillet dernier arrivent au terme de leur formation et seront donc opérationnels en janvier.

Elle ajoute qu'elle participe aux nombreux jurys organisés pour le recrutement des policiers municipaux et qu'elle a pu constater que les candidats ont une préférence soit pour l'UMIR, en raison du caractère interventionniste et répressif des missions, soit pour la police de proximité. Cette préférence est motivée par leur formation ou encore leur passé professionnel.

Elle rappelle que la volonté de la Ville est d'adapter ses effectifs aux impératifs de terrain, avec deux formes d'interventions différentes, afin qu'ils soient visibles et opérationnels sur le terrain

Quant au problème de délai de réactivité, elle rappelle que ce délai existait déjà pour relayer un problème et le régler efficacement. C'est pourquoi, cette nouvelle organisation a pour objectif d'être davantage en mesure de répondre aux problèmes graves pouvant survenir dans les quartiers.

Monsieur Georges BOTET rappelle que les policiers municipaux n'ont pas les mêmes prérogatives juridiques et pénales que les policiers nationaux, en raison de leur statut particulier.

Il insiste sur le fait que l'attitude de certains policiers a une répercussion négative au niveau des quartiers puisque les jeunes ne font plus la distinction entre la police de proximité et les brigades UMIR.

Il rappelle notamment que la fouille des véhicules n'est pas autorisée.

Madame Danièle PAGES lui répond qu'il n'est pas possible d'examiner le règlement point par point.

Monsieur Georges BOTET réplique qu'il est impératif de rappeler aux agents le cadre juridique de leur intervention avant qu'une bavure engageant la responsabilité de la municipalité n'intervienne.

Madame Danièle PAGES lui répond que cela est fait régulièrement.

Elle donne la parole à Monsieur Arnaud LEBRUN.

Monsieur Arnaud LEBRUN explique que pour ce qui concerne la fouille des véhicules ou la palpation des personnes, la police municipale est de plus en plus associée à des opérations conjointes avec la police nationale, sous l'autorité d'un officier de police judiciaire (OPJ).

Il ajoute que, par le biais de formations, il est régulièrement rappelé aux agents, les limites de leurs prérogatives puisqu'ils sont uniquement APJA (Adjoint de Police

Judiciaire Adjoint). Ils savent donc que leurs pouvoirs sont limités et que le non-respect serait à leurs risques et périls.

Il ajoute qu'ils ne sont donc en aucune façon incités à outrepasser ces pouvoirs par l'ensemble de la direction.

Monsieur Georges BOTET réfute que ce soit le cas pour toute la direction.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Noëlle MAURY.

Madame Noëlle MAURY souhaiterait connaître le nombre d'agents composant les brigades d'interventions et la brigade territoriale.

Monsieur Arnaud LEBRUN répond que les brigades d'interventions comptent 16 agents, soit 2 équipes de 8 agents et la brigade territoriale 35 agents.

Il ajoute que ces chiffres ne sont pas figés, puisqu'ils seront fonction des nouveaux recrutements et des affectations choisies.

Madame Noëlle MAURY demande si cela représente donc 22 agents supplémentaires pour les brigades d'intervention.

Monsieur Arnaud LEBRUN lui répond que les 22 agents ne seront pas tous affectés en brigades d'interventions, puisqu'ils seront dispatchés.

En réponse à une question posée hors micro par Madame Noëlle MAURY, il confirme que l'effectif est supérieur au niveau de la brigade territoriale.

Madame Noëlle MAURY demande par ailleurs s'il faut comprendre que les agents référents n'auront pas d'agents sous leurs ordres. Elle demande, si tel est le cas, si cela aura un impact sur leur régime indemnitaire et leur NBI.

Monsieur Arnaud LEBRUN répond que les référents n'auront pas d'agents sous leurs ordres mais que cela n'aura pas d'incidence sur leur régime indemnitaire et leur NBI, compte tenu leur niveau de responsabilité inchangé au niveau du maire de quartier.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU estime que le dossier aurait gagné en clarté si des organigrammes, actuel et futur, avaient été joints. En effet, le titre lui-même lui paraît réducteur puisqu'il est question de réorganisation du pôle proximité et qu'il s'avère que le pôle interventions est lui aussi réorganisé.

Monsieur Arnaud LEBRUN lui répond que ce n'est pas le cas puisqu'il n'y a pas de changement au niveau du pôle interventions, s'agissant uniquement d'une augmentation de l'effectif, avec une même organisation.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU estime que cela signifie une réorganisation au niveau de ce pôle. De surcroît, la dissolution de l'Unité Légère de Stationnement va au-delà de la réorganisation du pôle proximité.

Monsieur Arnaud LEBRUN répond que cette mission est intégrée au pôle proximité.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU insiste sur le fait qu'un organigramme aurait dû être joint au dossier.

Par ailleurs, elle rejoint l'avis de Monsieur Georges BOTET quant au risque de retard de réactivité que va entraîner cette organisation avec l'intervention privilégiée au dépens de la prévention.

Monsieur Arnaud LEBRUN explique à nouveau que ce sont les référents territoriaux qui vont déterminer la politique de proximité puisqu'ils seront au contact des maires et des directeurs des mairies de quartiers mais également des personnes, ressources des quartiers, tels que commissaires de quartiers, présidents d'associations, etc... De plus, actuellement, l'information recueillie stagne souvent au niveau de la mairie de quartier car, légitimement, le responsable estime être en mesure de régler le problème alors que ce n'est pas le cas. C'est pourquoi, avec la nouvelle organisation, l'information sera traitée immédiatement au niveau du Bureau d'Ordres et Commandement, ce qui se traduira immédiatement en moyens humains et matériels nécessaires pour résoudre le problème.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN.

Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN explique avoir discuté de cette réorganisation avec les autres maires de quartiers et le maire-adjoint à la sécurité. Elle rappelle que les maires de quartiers sont très attachés à la proximité et indique que le maire-adjoint à la sécurité s'est engagé à ce que les missions de proximité actuellement assurées par la police municipale continuent d'être effectuées. Ces missions concernent notamment les contrôles de stationnement, la surveillance lors de la fermeture des commerces le soir, les interventions pour des faits mineurs tels les troubles du voisinage ou encore le repérage des troubles sonores occasionnés par certains véhicules à deux roues.

Elle tient néanmoins à souligner que, compte tenu des congés et des moyens nécessaires spécifiques sur certains territoires, l'effectif total n'était pas toujours disponible en mairie de quartier. C'est la raison pour laquelle, les maires de quartiers ont accepté cette réorganisation.

Elle ajoute que les 5 maires de quartiers seront attentifs à ce que ces missions continuent d'être exercées sur leur territoire, d'autant plus que la population est habituée depuis plus de 5 ans à ce contact direct.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Noëlle MAURY.

Madame Noëlle MAURY demande quel sera le nombre de permanenciers au sein de la brigade territoriale.

Monsieur Arnaud LEBRUN répond qu'il y aura 4 permanenciers, à savoir 2 le matin et 2 en soirée, puisque 2 vacations de 7h24 se chevauchent pour couvrir l'amplitude de la journée. 3 postes seront occupés par des chefs de service de PM et un poste par un brigadier-chef principal expérimenté qui sera sélectionné.

Madame Noëlle MAURY en déduit que c'est sur ce poste que les agents pourront exprimer un vœu.

Monsieur Arnaud LEBRUN répond que c'est bien le cas.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU demande s'il est prévu de faire un bilan de cette réorganisation en CT dans un an.

Madame Danièle PAGES indique que cela est tout à fait possible et qu'un bilan sera donc fait dans un an.

Elle souhaite ensuite apporter une précision quant aux jurys de recrutement.

En effet, lors de ces jurys, il est demandé aux candidats, la raison de leur souhait d'intégrer la police municipale de Perpignan.

En effet, si l'on peut comprendre la volonté de personnes résidant dans le Nord, de se rapprocher du soleil, il s'avère que certains candidats sont déjà en poste dans le Sud.

Or, l'une des raisons qui motivent ces derniers réside dans le fait que la police municipale de Perpignan est nombreuse, bien structurée et bien armée, puisque notre Ville se situe au niveau national, au 4^{ème} rang pour ce qui est du nombre de policiers par rapport à la population et au 2^{ème} rang pour ce qui concerne l'augmentation du nombre de policiers depuis 2012.

Elle rappelle qu'il était nécessaire de pouvoir répondre au sentiment d'insécurité qui régnait dans la Ville. Aujourd'hui, l'importance de notre Police Municipale a permis de mener à bien un grand nombre d'animations dans la Ville cet été, tels que les Jeudis de Perpignan, Visa pour l'Image, etc...de façon tout à fait satisfaisante dans le domaine de la sécurité, les autorités nationales ayant clairement signifié qu'elles n'étaient pas en mesure d'affecter davantage d'effectif et qu'il appartenait donc à la Ville de pouvoir assurer la sécurité de ces manifestations.

En l'absence d'autres questions, elle indique que le vote se fera à l'issue du deuxième dossier présenté par Monsieur Arnaud LEBRUN auquel elle repasse la parole.

2.2 - DIRECTION DE LA POLICE MUNICIPALE, DSP Gestion et Exploitation de la fourrière automobile

Monsieur Arnaud LEBRUN explique que la présente convention, à la demande du délégataire, a été résiliée par délibération du 22 septembre 2016 et qu'il convient donc, afin d'assurer la continuité du service public, de relancer une consultation pour une nouvelle DSP.

Cette résiliation a été demandée en raison du nombre très peu important d'enlèvement de véhicules qui ne permettait plus au délégataire de rentabiliser cette activité.

En effet, en 2010, au début de la DSP, le nombre d'enlèvement par la fourrière qui s'élevait à 4 000 véhicules, a chuté en octobre 2016, à 2 000 véhicules.

Sachant que le coût de revient pour une fourrière est de 116 €, la différence entre les deux nombres de véhicules en fourrière est de nature à compromettre la viabilité de l'entreprise.

Il rappelle que dans l'ancienne convention des conditions draconiennes avaient été appliquées puisque les 400 premiers véhicules étaient à la charge du délégataire et que la Ville commençait à payer la moitié du tarif de la fourrière, uniquement à partir du 401^{ème} enlèvement.

C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, compte tenu de la très importante baisse du nombre d'enlèvements, ces dispositions ne permettent plus à l'entreprise de maîtriser sa trésorerie.

En conséquence, le choix du délégataire pour cette nouvelle DSP se fera en fonction de deux critères :

- Un montant proposé de redevance annuelle à verser à la Ville, constitué d'un pourcentage du chiffre d'affaire hors taxe de la fourrière,
- Le nombre de véhicules enlevés en fourrière dont les propriétaires sont introuvables ou insolvable et pour lesquels la Ville paiera les frais d'enlèvement et de garde. Au-delà de ce nombre, les frais seront à la charge du délégataire. Ainsi, plus le nombre sera faible, moins la Ville aura à payer de frais.

Il ajoute que les autres charges incombant au délégataire sont inchangées et notamment l'enlèvement obligatoire à la première demande de la police municipale ou nationale de tous les véhicules qui seraient en infraction ou abandonnés sur l'ensemble du territoire de la Ville.

Madame Danièle PAGES donne la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET comprend que l'enlèvement des véhicules des personnes introuvables ou insolvable sera dorénavant à la charge de la Ville et donc des contribuables. Il demande combien de véhicules cela va représenter.

Monsieur Arnaud LEBRUN lui répond qu'il s'agit de l'un des critères de sélection puisque c'est le candidat qui doit proposer le nombre de véhicules dont l'enlèvement restera à la charge de la Ville. Il ajoute que, actuellement, ce nombre peut être estimé à environ 600 véhicules par an.

Monsieur Georges BOTET rappelle que les Agents de Surveillance de la Voie Publique (ASVP), sont chargés de la verbalisation des horodateurs. Aussi, il dénonce le fait qu'il leur soit demandé de passer dans les rues pour relever les véhicules en infraction afin que les agents de l'ULS se déplacent pour faire procéder à des fourrières permettant d'augmenter le chiffre d'affaire du délégataire. En outre, les ASVP doivent vérifier que l'ULS est assez efficace et que les agents font bien leur travail. Il estime que cela équivaut à l'instauration de quotas, ce qui est tout à fait contraire à la loi.

Monsieur Arnaud LEBRUN répond qu'il n'a jamais été instauré de quotas et qu'il n'a pas non plus été reproché aux agents de l'ULS de ne pas effectuer correctement leur travail.

Il tient à expliquer qu'il existait une équipe constituée de deux agents chargés de contrôler les emplacements livraisons et arrêts minutes. Or, l'un des deux agents est en longue maladie et, de ce fait, cette mission, ne peut plus être assurée.

Aussi, en raison du mécontentement grandissant des commerçants dû au fait que les automobilistes utilisent ces emplacements pour stationner, sans être verbalisés, il a été décidé de pallier cette difficulté, en associant l'ULS aux ASVP puisque ces derniers ont toutes compétences pour relever les stationnements gênants. C'est ainsi que lorsque le temps de stationnement sur un arrêt minute est dépassé, l'ASVP verbalise le véhicule et prévient l'ULS. Si cette dernière n'a pas de fourrière à effectuer, elle se rend sur place et peut effectivement faire procéder à l'enlèvement du véhicule.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU indique que suite à la consultation du PV du CTP de mars 2010 relatif au renouvellement de la DSP, elle a relevé que Monsieur Arnaud LEBRUN, pour justifier une délégation qui devait durer 10 ans au lieu de 8 ans comme c'est le cas, avançait des arguments qui, aujourd'hui, ne paraissent plus correspondre à ce qu'il attend du délégataire.

Monsieur Arnaud LEBRUN confirme que la situation n'est plus du tout la même. Par ailleurs, pour ce qui concerne la durée, il explique que les conditions du cahier des charges sont négociables avec le délégataire. Cela signifie que si la délégation était sur 10 ans, lors des négociations qui se sont engagées pour atteindre l'équilibre économique, tant pour le délégataire que pour la Ville, il s'est avéré que cette durée devait être ramenée à 8 ans.

D'autre part, il rappelle qu'en 2010, le nombre de fourrière était de 5 000 par an, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui et amène donc à revoir les conditions de la DSP.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU en déduit qu'il est tout à fait possible d'avoir le même délégataire qui aura changé de nom entretemps.

Monsieur Arnaud LEBRUN répond que cela pourra être le même ou un autre, en fonction des offres des candidats.

Madame Danièle PAGES ajoute que, au-delà de la crainte de la contravention et du coût que cela représente, la chute du nombre de fourrière est également due au nombre de parkings mis en service par la Ville, notamment autour de l'Hôtel d'Agglomération ou en face de la Casa Musicale. En effet, ces parkings de surface, dont le coût est d'1 € par demi-journée, sont très appréciés par la population. Elle redonne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU estime qu'il serait également utile, lors de la présentation de dossier de DSP, de pouvoir disposer du cahier des charges.

Madame Danièle PAGES précise, après confirmation par Monsieur Arnaud LEBRUN, que la rédaction de ce document est actuellement en cours.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU indique que le cahier des charges de la DSP de 2010 n'a jamais été diffusé.

Madame Danièle PAGES lui répond que sa demande est bien prise en compte. En l'absence d'autres questions, elle remercie Monsieur Arnaud LEBRUN qui quitte la séance.

Elle propose ensuite de recueillir les votes sur les deux dossiers de la Police Municipale.

VOTES

2.1 - Réorganisation du pôle proximité

Collège Représentants Personnel		Collège Représentants Collectivité	
Pour :	5 (FO)	Pour :	6
Abstention :	0	Abstention :	0
Contre :	2 (1 SUD – 1 UNSA)	Contre :	0

2.2 - DSP Gestion et Exploitation de la fourrière automobile

Collège Représentants Personnel		Collège Représentants Collectivité	
Pour :	5 (FO)	Pour :	6
Abstention :	1 (SUD)	Abstention :	0
Contre :	1 (UNSA)	Contre :	0

2.3 – DIRECTION DE LA POPULATION, DSP Gestion et Exploitation Marché aux Antiquaires et Brocanteurs et Marché livres anciens

Madame Danièle PAGES accueille Madame Jeanne GOT et lui passe la parole pour la présentation de ce dossier.

Madame Jeanne GOT indique que ce dossier est relatif au renouvellement d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de deux marchés de plein vent.

Elle explique qu'il existe plusieurs catégories de marchés de plein vent : des marchés alimentaires ou non alimentaires, comme celui de la Place de République, des marchés de quartiers tels ceux du Moulin à Vent ou de la place de Belgique ou encore des marchés thématiques.

A Perpignan, il existe deux sortes de marchés thématiques, le marché aux antiquaires et brocanteurs et, plus récemment, le marché aux livres anciens.

Ces deux marchés ont longtemps été gérés en direct par le service Gestion du Domaine Publics et les placiers, tout en s'appuyant sur les professionnels qui apportaient leur compétence, s'agissant de domaines spécifiques.

C'est la raison pour laquelle, la municipalité a décidé, en novembre 2013, d'attribuer une délégation de service public avec procédure allégée, afin de trouver un délégataire professionnel permettant d'apporter une plus-value à ces marchés de plein vent.

Aujourd'hui, il est donc proposé, au terme de ces trois années, de renouveler cette Délégation de Service Public, la procédure allégée n'étant plus possible depuis le mois d'avril 2016.

Le marché de la Brocante est un marché hebdomadaire qui se déroule tous les samedis sur les allées Maillol. Quant au marché aux livres anciens, il se tient les premier et troisième mercredis du mois, sur le Quai Vauban.

En cas d'animation particulière, ces lieux sont bien entendu déplacés. C'est ainsi qu'en période de Noël, le marché aux livres anciens se déroulera Place Arago.

Par ailleurs, en marge de cette cadence habituelle, un travail est fait avec le délégataire actuel pour mettre en place des animations.

En effet, elle estime que si les marchés ont d'abord vocation à faire travailler les commerçants, ils peuvent également permettre de dynamiser les quartiers.

Compte tenu de la situation d'insécurité actuelle, un travail est également fait avec la police en cas de déplacement de marché.

Au niveau des clauses financières, le délégataire devra proposer un régisseur de recettes qui sera nommé par la Ville. 40 % des recettes seront reversées par la Ville au délégataire afin de couvrir tous les frais au niveau notamment de la publicité. En cas de grande brocante, les frais étant plus importants, 60% des recettes seront reversées au délégataire.

Un critère de choix primordial sera le professionnalisme et l'expérience des personnes qui se proposeront lors de la mise en concurrence.

Elle indique, à titre indicatif, que l'an dernier ce marché a rapporté 36 000 €, dont la moitié reversée au délégataire.

Au niveau du personnel, il n'y aura pas d'impact, comme cela a d'ailleurs été le cas lors de la première DSP.

Il s'agit en effet de marchés de petites tailles, à savoir 20 à 25 commerçant pour la brocante et 7 à 8 pour celui du marché aux livres anciens.

Le temps passé par les placiers sur le marché le samedi se résumait à une heure au maximum, le temps d'encaisser la redevance d'occupation du domaine public ou en cas de problème, ce qui a été très rare, compte tenu du type de commerçants.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU demande puisque la procédure est plus longue, s'il n'aurait pas été souhaitable de prévoir une durée supérieure à 3 ans.

Madame Jeanne GOT répond que le véritable changement pour ce renouvellement est bien de porter la durée à 5 ans au lieu de 3 ans précédemment.

Madame Danièle PAGES, en l'absence d'autres questions, remercie Madame Jeanne GOT qui quitte la séance.

Elle recueille ensuite les votes.

VOTES

Avis Favorable à l'unanimité des deux collègues.

2.4 – DIRECTION CADRE DE VIE, Réorganisation de la Division Voirie

Madame Danièle PAGES accueille Madame Sylviane BLANC et lui passe la parole pour la présentation de ce dossier.

Madame Sylviane BLANC explique que le projet de réorganisation présenté concerne la Subdivision Occupation du Domaine Public, subdivision de la Division Voirie au sein de la Direction du Cadre de Vie.

Cette réorganisation fait suite à une réflexion menée en 2015 sur le suivi de la gestion des arrêtés temporaires de stationnement et de circulation et les demandes d'autorisation d'occupation du domaine public.

Cette étude a mis en évidence que 3 directions étaient impliquées dans ce processus : la Division Voirie du Cadre de Vie qui instruisait les demandes jusqu'à la rédaction des arrêtés, la Direction de l'Equipe Urbain, Equipe Technique, qui apposaient les arrêtés sur les voies, et enfin la Police Municipale qui intervenait pour contrôler la validité et l'affichage et éventuellement verbaliser les contrevenants.

La multiplicité des interlocuteurs et des différents acteurs dans le processus de gestion de ces arrêtés pouvaient induire un certain nombre de dysfonctionnements, un affichage un peu tardif, ainsi qu'un manque de lisibilité pour l'usager.

C'est la raison pour laquelle, il a été proposé de regrouper au sein d'une même équipe, la Division Voirie, et d'y intégrer des policiers municipaux, les missions de contrôle de validité devant obligatoirement être confiées à des agents de police municipale.

Les impacts de cette réorganisation sont des transferts de missions, à savoir, le transfert de la mission d'affichage de la DEU, sans transfert d'effectif, et le transfert du constat et d'application règlementaire de la DPM, avec le transfert de policiers municipaux qui intègrent la Subdivision Occupation du Domaine Public.

Cette organisation a été mise en place progressivement depuis le mois de février dernier. Le choix des policiers intégrés à cette équipe a été faite sur la base du volontariat et des demandes de mobilités.

Ces policiers qui sont au nombre de 4 (3 agents et le chef de service qui dirige la subdivision) gardent leur statut et les prérogatives liées à leur grade et cadre d'emploi et continueront à bénéficier des formations obligatoires, notamment celles relatives au port d'armes.

Par ailleurs, ces policiers doivent s'armer, avant leur prise de fonction, dans les locaux de la Direction de la Police Municipale.

Les 3 policiers municipaux travaillent sur des horaires continus, de 7h30 à 14h54, afin de prendre en compte le lieu d'embauche et le lieu d'exercice des missions et leur permet d'être sur le terrain à partir de 8h pour les rencontres avec les entreprises.

L'horaire du responsable de la subdivision est décalé (8h36 à 16h) afin de tenir compte du fait qu'il encadre également une équipe technico-administrative qui travaille sur le dispositif de la pointeuse.

A la demande de la Police Municipale, en cas de besoin pour certains évènements, tels par exemple Visa pour l'Image ces policiers peuvent être affectés sur des surveillances de PM. De même, depuis la rentrée scolaire, ces agents participent également à la surveillance des sorties des écoles.

Madame Danièle PAGES, en l'absence de questions, remercie Madame Sylviane BLANC qui quitte la séance.

Elle recueille ensuite les votes.

VOTES

Avis Favorable à l'unanimité des deux collèges.

3. DEPARTEMENT CITOYENNETE, VIE SOCIALE, CULTURELLE, SPORTIVE ET EDUCATIVE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA JEUNESSE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE, Fusion des centres sociaux St Jacques et St Matthieu et changement d'appellation des centres sociaux

Madame Danièle PAGES accueille Madame Laure HENRY et lui passe la parole pour la présentation de ce dossier.

Madame Laure HENRY indique que le dossier présenté aujourd'hui, porte sur deux points.

Le premier point concerne la décision de fusionner les centres sociaux St Jacques et St Matthieu et résulte d'une concertation entre Monsieur le Maire et l'Administration.

Elle explique qu'il n'y avait plus de direction au niveau du centre social St Matthieu ce qui engendrait des problèmes de gestion quotidienne, notamment par rapport au Nouveau Projet de Réhabilitation Urbaine (NPNRU) sur le centre historique en vue de désenclaver les quartiers St Jacques et St Matthieu.

Il est donc proposé cette fusion entre les deux centres sociaux afin de renforcer les liens entre les deux quartiers et créer une unité centrale, appelée Maison du Centre Historique.

Le deuxième point concerne la modification des appellations des centres sociaux qui se trouvent dans les quartiers prioritaires des politiques de la Ville.

En effet, malgré la mixité qui a pu être développée, ces lieux et le public qui les fréquentent continuent de renvoyer une image stigmatisée

Afin de valoriser ces structures, il est proposé les dénominations suivantes :

- Maison du Haut Vernet, pour le centre social du Haut Vernet ;
- Maison du Nouveau Logis – Les Pins, pour le centre social Nouveau Logis Les Pins ;
- Maison de la Diagonale du Vernet, pour le centre Vernet Salanque et son antenne de Diaz ;
- Maison du Bas Vernet, pour le centre social du Bas Vernet
- Maison de St Gaudérique, pour le centre social St Gaudérique Champs de Mars ;
- Maison de St Martin, pour le centre social St Martin et son annexe Rue des Romarins ;
- Maison du Centre Historique, pour les centres sociaux St Jacques et St Matthieu ;
- Maison de Mailloles – St Assisclé, pour le centre social de Mailloles St Assisclé.

Madame Danièle PAGES ajoute que si le souhait est d'attribuer de nouvelles appellations afin de valoriser et de rendre plus accueillants ces lieux de rencontre, le terme « centre social » continuera d'apparaître dans les documents, tel que conventionné avec la CAF.

Elle ajoute qu'elle espère que ces nouvelles appellations permettront de favoriser davantage de mixité.

Elle demande à Madame Laure HENRY quel est le lieu choisi pour l'administration de la Maison du Centre Historique.

Madame Laure HENRY lui répond que, comme c'est le cas dans le quartier Vernet-Salanque, les deux structures sont conservées avec une gestion centralisée sur la structure de St Jacques.

Madame Danièle PAGES, en l'absence de questions sur ce dossier, remercie Madame Laure HENRY qui quitte la séance.

Elle recueille ensuite les votes.

VOTES

Collège Représentants Personnel		Collège Représentants Collectivité	
Pour :	5 (FO)	Pour :	6
Abstention :	2 (1 SUD – 1 UNSA)	Abstention :	0
Contre :	0	Contre :	0

Madame Danièle PAGES passe la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET estime que l'orientation va porter sur une réorganisation globale, avec la suppression des centres sociaux.

Par ailleurs, il émet des doutes quant aux effets bénéfiques de ces nouvelles appellations pour la mixité

Madame Danièle PAGES laisse à Monsieur Georges BOTET la responsabilité de cet avis.

Questions diverses.

Madame Danièle PAGES indique que lors du dernier CT, Monsieur Georges BOTET avait demandé une modification du règlement intérieur. Elle passe la parole à Monsieur Frédéric CARBONNE.

Monsieur Frédéric CARBONNE explique que lors de la séance du 13 septembre dernier, Monsieur Georges BOTET avait demandé une diffusion générale des PV du CT.

Une modification du règlement intérieur est donc proposée afin que les PV soient mis en ligne sur l'intranet de la Ville.

Madame Danièle PAGES ajoute que cette question n'était pas à l'ordre du jour mais qu'elle est évoquée à la demande de Monsieur Georges BOTET.

Elle propose donc aux membres du CT de réfléchir sur le document qui vient de leur être distribué afin qu'ils puissent s'entendre sur les termes de la modification à apporter et qu'une discussion puisse intervenir.

Elle rappelle que le prochain CT a lieu le 27 octobre. Aussi cette modification ne présentant pas un caractère d'urgence, il sera bien entendu tout à fait possible d'en discuter lors d'un autre Comité Technique.

Monsieur Georges BOTET répond que la modification est bien indiquée sur le document qui vient d'être distribué.

Monsieur Frédéric CARBONNE rappelle qu'il ne s'agit que d'une proposition qui doit être discutée.

Madame Danièle PAGES passe la parole à Monsieur Stéphane MAROSELLI.

Monsieur Stéphane MAROSELLI indique que sa question porte sur une requête formulée par les agents de la police de l'environnement. Dans le contexte d'insécurité actuel, ces agents qui circulent seuls, subissent l'agressivité croissante des usagers et souhaiteraient donc pouvoir travailler en binôme.

Madame Danièle PAGES demande s'il s'agit des agents affectés auprès des mairies de quartier et combien d'agents sont concernés.

Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN explique que ces agents sont au nombre de deux pour chaque mairie et qu'ils circulent de façon individuelle car ce ne sont pas des policiers.

Leur demande de circuler en binôme est récurrente mais elle estime qu'ils peuvent tout à fait effectuer seuls ces missions. Cette requête fera donc sans doute l'objet d'une réflexion approfondie.

Madame Danièle PAGES indique à Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN qu'elle souhaiterait que cette question soit évoquée en réunion de maires de

quartier et qu'elle soit tenue informée de l'avis des différents maires afin de pouvoir en discuter.

Elle passe la parole à Madame Noëlle MAURY.

Madame Noëlle MAURY indique que ces agents sont dans la même situation que les ASVP.

Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN réplique que ces agents effectuent simplement des missions de repérages et vont à la rencontre des habitants et qu'il ne leur est pas demandé de sanctionner la population.

Propos inaudibles hors micros.

Madame Noëlle MAURY indique que ces agents sont identifiables, en raison de leur tenue et qu'ils éprouvent un sentiment d'insécurité. Or, le rôle de la Ville est de les protéger.

Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN estime qu'il va s'avérer nécessaire de faire un point au niveau de chaque mairie de quartier concernant les binômes qui assurent la police de l'environnement.

Elle rappelle que les balayeurs, eux aussi, travaillent seuls dans les quartiers.

Madame Noëlle MAURY lui répond que la tenue n'est pas identifiable de la même façon.

Madame Danièle PAGES indique qu'il convient de réfléchir sur la demande de ce personnel, en rappelant que la même demande est formulée par les agents qui surveillent les sites.

Elle rappelle qu'il n'est pas possible de multiplier par deux tout le personnel et qu'il convient donc d'avoir une réflexion sur les agents qui travaillent seuls sur le terrain.

Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN ajoute que cela signifie qu'en cas d'absence de l'un des agents du binôme, l'agent restant ne tournera pas.

Madame Danièle PAGES insiste sur le fait que les embauches n'étant pas extensibles, cela va aboutir à une diminution des tournées et des lieux d'intervention et par là-même de l'efficacité.

C'est la raison pour laquelle une réflexion doit intervenir afin de pouvoir faire le point, quartier par quartier.

Propos inaudibles hors micros.

Madame Isabelle DE NOELL MARCHESAN explique que cette demande date de la création des mairies de quartiers et que le directeur de la proximité avait répondu de façon très précise.

Madame Noëlle MAURY rappelle à nouveau que ces agents circulent sur la voirie et sont facilement identifiables.

Madame Danièle PAGES répond que cette question est bien prise en compte et qu'un travail d'information et de concertation va être fait sur ce problème. Elle donne la parole à Madame Brigitte PAYROU-NEVEU.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU souhaite poser deux questions. Sa première question porte sur le suivi des mises à disposition de personnel par la Collectivité. Elle estime qu'un rapport annuel devrait être présenté en CT concernant ces mises à disposition, puisque cela est prévu par les textes.

En effet, conformément à l'article 62 de la loi 84-53, ce rapport qui doit indiquer le nombre d'agents (fonctionnaires et agents de droit privé) mis à disposition et les organismes bénéficiaires, doit être présenté en Comité Technique. Or, cela n'a jamais été fait.

Madame Danièle PAGES comprend que Madame Brigitte PAYROU-NEVEU demande que soit présentées en CT, une fois par an, les mises à disposition ayant fait l'objet d'une CAP.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU précise qu'en CT, aucun dossier n'est nominatif.

Madame Danièle PAGES répond qu'elle a bien compris qu'il s'agit d'un état général, recensant le nombre d'agents et les organismes bénéficiaires. Elle confirme donc que cet état fera l'objet d'une présentation annuelle en CT.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU indique que sa deuxième question est sociétale puisqu'elle souhaiterait connaître quelles sont les intentions de la Ville en matière de soutien à la réserve militaire. En effet, certains agents sont réservistes militaires et demandent quelles sont les décharges pouvant leur être accordées.

Elle indique que si les textes prévoient 5 jours par an, il apparaît qu'au sein de l'assemblée nationale et du sénat, il est question de durée de disponibilité pouvant atteindre 30 jours, sous condition que les collectivités aient signé une convention avec l'Etat.

Elle souhaiterait donc savoir les intentions de la Ville en la matière.

Madame Danièle PAGES lui répond qu'à ce jour aucun agent n'a formulé une demande dans ce sens.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE confirme qu'au niveau de la Ville, un seul agent était concerné et bénéficiait d'une décharge, mais qu'il a fait valoir ses droits à la retraite. Si d'autres agents sont concernés, il remercie les représentants du personnel d'en informer l'administration.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU ajoute que l'Etat propose la mise en place d'une politique qui inciterait les entreprises à accorder ces décharges, en leur accordant des réductions de charges.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE réplique que l'Etat demande sans cesse aux collectivités de faire des efforts, avec des décharges et des transferts de compétences, sans aucune compensation.

Madame Brigitte PAYROU-NEVEU lui répond que l'Etat a, au contraire, le projet de faire des propositions très précises aux collectivités territoriales.

Madame Danièle PAGES souhaite ajouter qu'il est évident que si des agents informent l'administration qu'ils sont réservistes, la Ville appliquera les textes, en espérant obtenir des compensations de la part de l'Etat.

Elle donne la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET souhaite rassurer Monsieur le Directeur Général des Services. En effet, il semblerait que tout va s'arranger puisqu'il est question de supprimer jusqu'à 600 000 fonctionnaires. Il suggère d'ailleurs que l'on supprime aussi les syndicats.

Plus sérieusement, il s'insurge contre le fait que l'on puisse faire endosser aux fonctionnaires la responsabilité de tous les maux de la société et de l'Etat.

Monsieur Jean-Pierre BROUSSE tient à préciser à Monsieur Georges BOTET que son propos n'est pas de parler de ce qui va se passer à l'avenir, ni des fonctionnaires. Il indique simplement ce que tout le monde peut constater depuis plusieurs années, à savoir que l'Etat se désengage.

Madame Danièle PAGES redonne la parole à Monsieur Georges BOTET.

Monsieur Georges BOTET souhaite signaler un problème au niveau des vestiaires des agents de la Direction des Sports, dans le Mas jouxtant le parc des sports et anciennement occupés par l'association « Les Archers Catalans ».

Suite aux dernières pluies, il y a des remontées de l'eau des égouts dans les sanitaires au niveau des siphons et pense que cela est dû à des malfaçons.

Propos inaudibles hors micros

Madame Danièle PAGES, en l'absence d'autres questions, remercie les membres du Comité Technique et clôt la séance.